

Nous reproduisons ci-dessous en partie, en partie seulement par manque de place mais l'essentiel y est, un courrier du groupe Faut Pas Pucer (mémé dans les ordis) qui lance une demande de soutien pour continuer le combat contre le puçage électronique des bêtes et d'une manière plus large contre l'épidémie d'informatisation généralisée répandue par les services d'État au seul profit des industries transnationales et donc des intérêts des accapareurs de la richesse socialement produite par le travail des populations soumises à la dépossession jusque d'elles-mêmes.

Appel à soutien pour les fermes tarnaises où l'on refuse encore le puçage électronique des bêtes.

Ça sent le roussi, mais on aimerait bien pouvoir continuer à les envoyer paître...

On vous avait informé en avril dernier que des menaces de procès planaient sur deux fermes qui, depuis des années, affichent un refus frontal de se soumettre à la réglementation sur le marquage électronique de leurs animaux : celle de Granquié (Nathalie Fernandez et Laurent Larmer, qui élèvent des brebis) et celle d'Al Truc (Adeline Galaup et Pierre Mestre, qui élèvent des chèvres). Pour répondre à ces menaces, on était allé envahir les locaux de la DDCSPP pendant toute une matinée, pour montrer notre détermination et demander que les menaces judiciaires ne soient pas mises à exécution.

Pendant l'été, nous avons réfléchi à ce qu'impliquaient des procès en termes d'engagement, de difficultés à tenir, de capacités à récolter de grosses sommes d'argent. Nous avons contacté des avocats et sorti avec eux la règle à calcul : même si les sanctions appliquées lors d'un premier procès étaient les plus basses prévues par la loi (environ 70 euros d'amende par bête), avec 250 moutons à Granquié et 50 chèvres à Al Truc, elles s'élèveraient à plus de 20 000 euros. Ce à quoi il faudrait rajouter quasiment autant en retraits de primes et frais de défense.

Nous avons longuement discuté de savoir s'il était réaliste par les temps qui courent d'espérer trouver 30 à 40 000 euros en nous adressant à vous. Certains éleveurs du groupe se sentent isolés, doutant que leur combat intéresse encore assez de gens pour qu'ils puissent se permettre de pousser la désobéissance plus loin. En même temps, nous sommes un certain nombre à sentir l'intérêt que la critique de l'informatisation du monde que nous portons de longue date commence à susciter : suffisamment pour nous permettre de tenir?

On en est arrivés à la position collective suivante : nous doutons de pouvoir assumer les montants évoqués pour deux procès et 300 bêtes, mais nous sentons en mesure de faire face au poids d'un procès et aux amendes encourues pour une ferme, plus les retraits de primes pour les deux fermes, auxquels nous ne devrions pas couper.

Début septembre, Nathalie (les brebis de Granquié sont à son nom) a été convoquée à la gendarmerie : il

lui a été dit que si elle ne mettait pas les boucles électroniques, elle irait vers un procès assez rapidement. Des raisons personnelles, (exposées dans un courrier séparé) se sont conjuguées avec la réflexion collective pour aboutir à la décision que la ferme de Granquié allait commander des boucles pour la première fois et se tiendrait prête à les mettre. Donc, une des fermes se range au moins provisoirement mais le refus du puçage est maintenu par les autres éleveurs du groupe, notamment à Al Truc où les gendarmes ne sont pas encore venus mais sont attendus.

Nous lançons ainsi une nouvelle campagne de récolte de fonds pour être en mesure de continuer cette lutte malgré le sentiment que l'étau se resserre. Autant que d'argent, nous avons besoin de sentir que cette histoire intéresse du monde et qu'il vaut la peine de continuer d'envoyer paître les contrôleurs, les administrateurs, les technocrates du ministère et de Bruxelles, les industriels qui se trouvent derrière (ou dans) la puce RFID.[...]

Plus largement, nous appelons aussi à :

— Continuer à mettre en oeuvre et en relation des résistances à la vague d'informatisation dans tous les corps de métiers (nous pouvons vous envoyer sur demande les brochures du réseau Écran Total et vous donner les contacts de personnes près de chez vous).

— Inciter au boycott des produits industriels et des supermarchés au profit de ce qui reste de marchés locaux.

— Demander à vos voisins éleveurs de rétro-pédaler, de saboter... et les y aider.

— Participer à la réappropriation collective de terrains agricoles pour permettre à tous ceux qui le peuvent de mettre les mains à la terre.

Si vous avez d'autres idées pratiques ou si vous cherchez du soutien de votre côté n'hésitez pas à nous en faire part. Écrivez nous, venez nous voir!

Novembre 2018.

Faut pas pucer (mémé dans les ordis)
Lé Batz - 81140 Saint-Michel-de-Vax

fautpaspucer@laposte.net

Le collectif Faut pas pucer se réunit tous les quinze jours environ, dans différents lieux tarnais.

La porte est toujours ouverte, soyez les bienvenus.



10 novembre 1947-Marseille : Début d'une grève contre l'augmentation des tarifs du tramway. Après l'arrestation de 4 grévistes, 4000 manifestants envahirent le palais dit "de justice" pour leur libération. Grèves et émeutes se répandront dans le Midi durant de longs mois, avec des morts à Valence et Marseille.

Les commémorations du Grand massacre 14-18 ont fourni au lyrisme de la classe dominante l'occasion de se manifester pour étendre une fois de plus le voile pudique de son idéologie sur la réalité des faits sociaux.

Une voix aussi constitutionnellement privilégiée que prétentieusement magistrale s'est risquée, du haut de sa présidentielle Majesté, à affirmer que le patriotisme serait l'exact contraire du nationalisme.

Par quel enchantement ces deux notions jumelles, complémentaires et s'engendrant l'une l'autre pourraient-elles apparaître comme antagonistes si ce n'est par le charme de cette baguette magique à laquelle Orwell attribua le nom de novlangue ? La langue de bois, quelque chose de l'ordre du chèque en bois, une langue de faussaires, celle des falsificateurs de l'histoire, de l'actualité, du quotidien, ceux là même qui font de Clémenceau et Pétain des « Père la victoire ». Bien douteuse et piètre victoire que celle où de « vainqueurs » à « vaincus » il n'est que

éditorial.

NATIONAL PATRIOTISME

montagnes de cadavres et foules d'estropiés. Au demeurant si de victoire il pouvait être question, ni le brutal briseur de grèves que fut le célèbre « Premier flic de France » ni le futur chef de la collaboration française au nazisme ne sauraient assurément en être les facteurs déterminants essentiels comme prétend le donner à croire le Grand récit du roman national. Le sort de la guerre se jouait entre les vies mobilisées d'une part sur les fronts et de l'autre dans les usines. En témoigne l'aveu que laissait échapper le maréchal Joffre en 1915, qualifié de boutade par les maîtres d'œuvre de l'histoire officielle : « Si les femmes qui travaillent dans les usines s'arrêtaient vingt minutes, les alliés perdraient la guerre. »

C'est bien au patriotisme que s'en réfère toujours l'appel à l'unité nationale, dont la toujours présidentielle Majesté faisait l'apologie devant l'Arc de triomphe de Paris le 11 novembre 2018 : « ...

Oui, une seule France, rurale et urbaine, bourgeoise, aristocratique et populaire, de toutes les couleurs, où le curé et l'anticlérical ont souffert côte à côte et dont l'héroïsme et la douleur nous ont faits. »

Le principe actif du couple patrie-nation est d'essence religieuse, le terme de religion étant issu du latin *religiare* qui signifie rassembler. L'union nationale est l'outil virtuel qui permet de rassembler en fausse communauté le maître et l'esclave, le patron et le travailleur, le capitaliste et le prolétaire. L'élu représente le Peuple comme le roi représentait « Dieu ». Deux fictions pour masquer une même réalité : la guerre des classes, la domination et l'exploitation.

« La guerre présente le triple avantage de souder une conscience nationale et de développer les sentiments patriotiques, de faire ainsi oublier les problèmes internes et les conflits de classe, et de permettre au marché de trouver de nouveaux territoires pour écouler les produits. »

Howard Zinn

Souvenirs de prison, pour son abolition! (suite du N° 24)

Depuis 1968 la contestation prend souvent des tons insurrectionnels même lorsque des organes traditionnels y participent. En 1970 couve à Besançon, dans l'industrie horlogère, un conflit qui se poursuivra jusqu'en 1976. Les grévistes confisqueront au patronat le stock de montres qui se vendra à la sauvette pour payer les salaires. « On produit on vend on se paye ». En 1971 c'est parmi les paysans que 103 d'entre eux, se soulèvent contre le projet d'expropriation de leurs terres : « pas un agriculteur ne sera chassé contre son gré... » Ainsi commence le mouvement de désobéissance civile du Larzac qui parviendra au fil des années à faire converger vers le Larzac de 60 000 à 100 000 personnes de différents courants pour soutenir les paysans et former un mouvement hétéroclite qui livrera une « guerre d'usure aux pouvoirs publics ». Contre l'insensé des projets nucléaires, le mouvement des femmes et des hommes du Cap Sizun se lève contre le projet d'implantation d'une centrale à Plogoff en baie d'Audierne. Puis Creys Malville...

De nombreux secteurs sociaux irritent l'ordre décliné par le gouvernement Pompidou. Les maoïstes, excèdent le ministre de l'Intérieur. Marcellin n'attend que l'occasion pour cogner. Elle se présente le 26 janvier 1970 sur un chantier de Dunkerque. La chute d'une poutre provoque la mort d'un jeune ouvrier. Des militants mettent hors d'usage les grues. Immédiatement le ministre fait saisir le journal de la Gauche prolétarienne, le gouvernement dissout le mouvement. Les assemblées votent la loi « anticasseurs » (4 juin 1970 - art 314 du Code Pénal) qui vise à réprimer « certaines formes nouvelles de délinquance »(sic).

Loi de circonstance par excellence qui induit de nombreuses arrestations et incarcérations ! Au 1^{er} septembre 1970, des prisonniers entament une grève de la faim qui se poursuivra jusqu'au 25 : « ... Nous ne revendiquons pas pour autant des privilèges par rapport aux autres détenus: à nos yeux, ils sont des victimes d'un système social qui, après les avoir produits, se refuse à les rééduquer et se contente de les rejeter. Bien plus, nous voulons que notre combat, dénonçant le scandaleux régime actuel des prisons, serve à tous les prisonniers. »

En octobre une prétentieuse figure « mao » est arrêtée. La « Cour de sûreté de l'État » le condamne dès le 24 octobre à 18 mois de prison. Presse et opinion, s'accordent pour reconnaître que c'est une idée que l'on juge, pas un homme. La grève de la faim reprend en janvier 1971

pour que non-grévistes et nouveaux incarcérés obtiennent également un « régime spécial ». -Il ne peut y avoir de prisonniers politiques dans une ploutocratie déguisée en démocratie !- La lutte de ces prisonniers suscite de nombreux soutiens d'intellectuels. Elle est également ressentie dans les lycées, dans la rue, des commissariats sont attaqués, de multiples manifestations se déclarent ouvertement choquées par les mesures policières du gouvernement. Le temps des policiers est là. Des justiciables utilisent leurs procès pour accuser l'injustice de classe de la société bourgeoise. Les « maos » emprisonnés sont parvenus à interpeller l'opinion sur les conditions générales de détention et par conséquent, des «droits communs.»

C'est dans ce contexte que le Groupe d'Information sur les Prisons (GIP) naît pour lutter contre « les barreaux du silence »«[...] Peu d'informations se publient sur les prisons ; c'est l'une des régions cachées de notre système social, l'une des cases noires de notre vie. Nous avons le droit de savoir, nous voulons savoir. C'est pourquoi, avec des magistrats, des avocats, des journalistes, des médecins, des psychologues, nous avons formé un Groupe d'Information sur les Prisons. [...]» Extrait du Manifeste du GIP annonçant sa création le 8 février 1971, parce que « l'ouverture politique » avait permis aux luttes quotidiennes des prisonniers de se faire entendre. 45 jours après le lancement du GIP un ancien prisonnier y écrit: «à travers la presse, j'ai eu l'occasion de lire plusieurs articles concernant votre mouvement d'enquête sur les prisons(...). Je pense que le problème est mal posé. (...) Je crois que votre mouvement pour l'amélioration doit se continuer par l'abolition.»* **Abolition des prisons de toutes les prisons !**

Ce groupe d'information est avant tout un collectif, certes constitué d'abord autour de quelques figures emblématiques tels les signataires du manifeste rejoint par Danielle Rancière, Daniel Defert, Jacques Donzelot..., puis Denis Langlois, Claude Mauriac, Gilles Deleuze. Pourtant il n'est en aucun cas une association d'intellectuels. C'est un groupe « pluriel », polymorphe et hétéroclite où se côtoient des prisonniers, ex-prisonniers et familles de prisonniers, des intellectuels, des magistrats, des intervenants en prison, des médecins. Nombre de militants du GIP sont des personnes concernées par le problème des prisons, des victimes directes du monde carcéral -les prisonniers et leurs familles-, des personnes qui travaillent au sein de l'institution-prison et dont les conditions de travail leur deviennent intolérables. Ils, elles se sont regroupées au-

tour d'une perception commune de l'intolérable. Au bout de cinq semaines, des centaines de personnes participent au groupe. «INTOLÉRABLE» est le titre choisi pour les quatre publications du GIP que furent «Enquête dans vingt prisons», «Le GIP enquête dans une prison modèle: Fleury-Mérogis», «L'assassinat de George Jackson» et «Suicides de prison»

Le mouvement fonctionne bien car il se décentralise en province. «Chaque groupe d'enquête prend en charge une prison.» Et si chaque groupe local est sollicité pour envoyer le double du résultat de ses enquêtes, c'est pour mieux diffuser et relayer l'information. Le GIP est une mobilisation horizontale basée sur un échange transversal de l'information et en aucun cas une organisation hiérarchisée fonctionnant de manière verticale. Aucun ordre ne fut jamais donné par le GIP parisien aux comités locaux. L'unique mot d'ordre du GIP est «la parole aux prisonniers», axe principal autour duquel se font les échanges.

Quelques mois après l'ouverture de ce front de lutte, éclatent différents mouvements de protestation à l'intérieur des prisons qui font découvrir aux Français la réalité de l'univers carcéral (mauvaise hygiène et alimentation, sévices et brimades, insoutenable des peines) Mai 1970, six détenus tentent de s'évader de la prison de Clairvaux à travers un tunnel. Une fois arrêtés, ils sont violemment brutalisés sous les yeux d'autres prisonniers. Novembre 1971, quatre cents prisonniers de la Maison centrale de Poissy lancent une grève de la faim et arrêtent le travail dans les ateliers. Décembre 1971, les mutins de la centrale de Toul s'emparent des bâtiments et les saccagent. Janvier 1972, une violente mutinerie à la prison Charles-III à Nancy engendrera le premier procès de l'univers carcéral français. En décembre 1972, le GIP décida son auto-dissolution, les prisonniers par leurs actions se font entendre à l'extérieur.

Le G.I.P. inspira quelques autres groupements du même type :
- Comité d'action des prisonniers (CAP)
- Groupe d'information santé (GIS)
- Groupe d'Information sur les Asiles devenu Groupe information asiles (GIA)
- Groupe d'information et de soutien des immigrés (GISTI)

M.L.

*Op. cité «Liberté sur paroles-C. Soulié-Éd. Analis»

À suivre...

L'ÉCOLE DES AUTOMÔMES

L'école des AutoMômes, qui se situe à Gradignan près de Bordeaux (33) est une école associative, parentale et libertaire. Le collectif d'adultes, parents et autres, regroupe aujourd'hui une cinquantaine de personnes organisées autour d'une assemblée qui se réunit un samedi sur deux dans les locaux de l'école.

Ce collectif s'organise horizontalement, ce qui signifie que toute personne participant de près ou de loin à l'école, a la même place, y compris celles et ceux qui ont des mandats à responsabilité ou bien un poste salarié au sein de l'école. Les mandats (tâches, responsabilités) sont rotatifs, impératifs et révocables (Tour à tour, chaque membre du collectif s'occupe d'une tâche. Les tâches déléguées par le groupe à une ou plusieurs personnes sont clairement prédéfinies et clarifiées à l'avance en assemblée et les personnes mandatées se doivent de rendre compte régulièrement. Les mandats sont contrôlés régulièrement et quand un mandat n'est pas tenu correctement, la personne qui en a la charge peut s'en voir retirer la responsabilité).

Les enfants s'organisent également en assemblée et selon les mêmes principes que les adultes.

La pédagogie impulsée par l'école est un mélange de plusieurs méthodes, de plusieurs pensées et dépend de chaque personne intervenante. Elle se base sur des valeurs d'entraide et de solidarité, sur le refus de la compétition, du consumérisme et sur le rythme et les envies des enfants présents dans l'école. Adultes et enfants interagissent selon les principes anti-autoritaires. L'école accueille généralement une trentaine d'enfants de 3 à 11 ans.

L'école a ouvert ses premières portes en octobre 2016 et change, depuis, au fur et à mesure de la présence et l'implication des familles dans le projet. Aussi, durant ses différentes années d'existence, le rythme, les activités et même la vision globale ont énormément évolué. En effet, au départ l'école des Auto'Mômes était plutôt une école alternative classique, mais de fil en aiguilles, forts de leurs ratés, ses protagonistes ont avancé dans la démarche militante et anti-autoritaire et ont fait évoluer l'école jusqu'à ce qu'elle devienne l'école libertaire qu'elle est aujourd'hui. Depuis deux ans, et suite à de longs mois de test, les journées ont commencé à prendre une structuration plus fixe: le matin, les acquis scolaires classiques sont travaillés de manière ludique mais appliquée, et l'après-midi, les ateliers sont privilégiés et proposés par des personnes extérieures ou des parents. Depuis quelques mois, les enfants sont répartis, le matin, par groupes de «niveau» et fonctionnent ainsi à 4 ou 5. Ils sont généralement accompagnés par 3 ou 4 adultes. Les propositions viennent généralement des adultes qui se basent

AUTOMNE 2018...

sur le tronc commun. Les enfants ont bien sûr la possibilité de refuser de participer à ces propositions et peuvent alors faire ce qui leur plaît tout en respectant la tranquillité et le rangement nécessaire à une organisation collective. Afin d'aider les enfants à mieux appréhender leurs conflits, récemment des ateliers tels que le théâtre-forum ou philosophie ont été mis en place.

L'école des Automômes accueille également ponctuellement ou régulièrement des enfants «de passage» ou des enfants en IEF (Instruction en Famille). Par ailleurs, nous sommes fédérées avec l'école des Pas'sages des Hautes-Alpes et enfants et adultes des deux écoles sont amenés à se rencontrer régulièrement.

L'école a toujours besoin de coups de main, de matériel, d'argent, de savoirs-faire extérieurs ou de personnes venant proposer des ateliers. Il est possible d'y passer du temps, avec nous, même si cela ne peut pas se faire sans anticipation car cela compliquerait notre organisation journalière. Aussi, si vous êtes intéressée par venir nous épauler dans notre démarche en apportant une petite pierre (qu'elle qu'elle soit!) à l'édifice, ou si vous souhaitez nous rencontrer, vous pouvez prendre des infos sur <http://www.lesautomomes.com/> ou nous contacter à assoame33@gmail.com

Récemment, après avoir passé quelques moments difficiles avant de repartir d'un bien meilleur pied, l'association qui nous loue les locaux de l'école veut nous mettre dehors. Voilà encore un nouvel obstacle pour celles et ceux qui souhaitent faire évoluer les choses vers l'émancipation collective. Nous ne lâcherons pas !

Nous espérons que nous faire connaître un peu plus dans le milieu libertaire nous permette un soutien réel face à toutes les difficultés liées aux démarches liberticides et individualistes qui nous mettent depuis le début des bâtons dans les roues systématiquement.

Magali ROCHE

régénération

En hommage au journal fondé en 1910 au Mexique par Ricardo Flores Magón.
Bulletin trimestriel, saisonnier mais asynchrone,
de l'association Germinal : 30 rue Didot-75014 Paris.
regene@riseup.net

Ont participé à ce numéro : Sarah LETOUZEY, M.L, Ker OAK, Michel GARONNE, S. DARSOL, Magali ROCHE, Guillermo ZUNZUNEGUI, Howard ZINN et Les Braves Sans-Culottes de la rue Mouffetard, sans le savoir, ainsi que des amitiés, voire des passants et des passantes anonymes qui sans doute ne le sauront jamais.

Au sortir des échauffourées dont avait été le théâtre, à Paris, la place de l'Étoile (aujourd'hui Ch. De Gaulle) le samedi 1er décembre, les âmes patronesses de la République se sont émues d'un Arc de triomphe « patrimoine de la République, souillé par les casseurs! » Menteurs de profession et crétiens par culture n'ont pas manqué de claironner leurs admonestations aux quatre coins de l'espace médiatique. C'est pourtant bien la République qui depuis plus de deux cents ans est souillée par ce monument qu'elle aurait dû, si elle était ce que l'on nous prétend, raser depuis longtemps. Il n'y a pas en effet que le Sacré Cœur qui à Paris, selon le vœu de la Commune Nathalie Lemel*, mérite d'être démoli.

Talleyrand, le plus grand caméléon politique de l'histoire de France, n'est jamais qu'une figure particulière d'un phénomène extrêmement répandu. Au delà du banal changement de veste, la navigation furtive entre régimes, parfois antagonistes, n'est pas réservée aux seuls professionnels de la politique d'État.

Les « monuments historiques » traversent eux aussi, quelles que soient leurs origines et même les plus honteuses, tous les régimes gouvernementaux sans rien perdre de leur « honorabilité ». Leur permanence inscrit dans l'espace architecturé les mythes du roman national à l'égard duquel le fait « citoyen » implique, par bourrage de crâne, le plus grand respect. Ils célèbrent l'éclat d'un État qui lui aussi survit à tous les régimes gouvernementaux. L'inverse serait surprenant : l'exploitation économique et la domination

SOUILLURES?

sociale ne sauraient sans grands risques fonctionner sans cet outil si utile à l'organisation de la servitude de masse.

Peu d'années après son coup d'État contre la République, c'est au lendemain de la bataille d'Austerlitz, en 1805, que Napoléon Ier décide l'érection d'un Arc de triomphe à Paris, à la gloire de ses propres guerres de conquête. « Vous ne rentrerez dans vos foyers que sous l'Arc de triomphe » fait-il savoir aux troupes impériales. Moins de 120 années plus tard Mussolini récupèrera lui aussi la symbolique de la Rome impériale. On peut toujours spéculer sur la part d'au hasard dans la palette des symboles du patrimoine de la République mais il serait dommage de négliger le fait que l'achèvement de l'impérial monument échut au très certainement républicain « Roi des Français » Louis Philippe, assisté du futur boucher de la Commune de Paris, Adolphe Thiers en personne. Ce qui ressort clairement de l'histoire même de l'Arc de triomphe c'est qu'elle n'a rien de républicain, même au sens le plus malvenu du terme. C'est un ouvrage militaire, érigé à la gloire de la puissance armée qui maintient le peuple dans la soumission, l'exploitation, la frustration permanente et la dépossession.

Vive les tombeurs de la colonne Vendôme et à bas la soumission. Toutes les soumissions!

S. Darsol.

*Voir Régénération N°21-Printemps 2017

Le 16 mai 1871, La Commune débarrasse Paris d'une de ses flétrissures napoléoniennes.



Histoire, luttes, langages et écritures.

Vous croyez nous endormir encore longtemps, mais croyez-nous, le peuple s'aperçoit que vous vous foutez de lui.[...] Vous braves Sans-Culottes des quatre vingt trois départements! Venez vous unir avec nous; chassons ensemble cette horde impie qui veut attenter à notre sainte liberté, et prouvons à tout l'univers, en exterminant tous ces petits tyranneaux, que les Sans-Culottes savent combattre, vaincre et se donner des lois.[...]

Extrait de l'Adresse des braves Sans-Culottes de la rue Mouffetard à la Convention nationale le 28 novembre 1792.

Écriture inclusive... Féminiser le langage SANS émasculer le vieil ordre revient à poser un cautère sur une langue de bois. Sœurs humaines, faites d'un Pierre deux coupes après lesquelles nous ne bâtirons plus jamais de nouvelles églises!

Qu'on m'entende ! Je ne suis pas contre l'écriture inclusive. Disons que cette amusette réformatrice m'indiffère dans la mesure où elle nous détourne des vrais problèmes et met, si j'ose dire, le char russe avant Babeuf : ce sont les rapports sociaux qui déterminent le langage, non l'inverse. Amusons-nous donc à ces « jeux de mots » sans conséquences mais n'oublions pas que sont déjà féminins les seuls mots qui comptent pour l'humanité : POÉSIE et RÉVOLUTION !

Ker OAK.

Régénération n°25

LE GOUVERNEMENT REPÉSENTATIF OPPOSÉ À LA DÉMOCRATIE.

Quelques grondements du tonnerre qui emporta la couronne de France et sa « Grâce de Dieu » ont émergé du bouillonnement soulevé par le mouvement dit des Gilets jaunes, encore timides mais clairement audibles à qui le veut. La question du mandat impératif et révocable est publiquement de retour. On peut s'en réjouir et ne peuvent s'en étonner que les esprits restés bloqués sur la foi qu'il n'est pas de meilleur régime politique possible que ce qui est improprement évoqué sous le vocable de « démocratie » et qui selon leurs dires serait l'indépassable système pouvant seul garantir l'existence de la liberté en société, puisqu'il est admis par tous les réformato-conservateurs, de gauche comme de droite, que selon la formule de W. Churchill « La démocratie est un mauvais système, mais elle est le moins mauvais de tous les systèmes. »

Il y a lieu ici de s'arrêter sur le détournement opéré au fil du temps à l'encontre du terme de démocratie. La construction étymologique du mot signifie que le commandement appartient au peuple, que le peuple est son propre souverain, qu'il s'autogouverne.

Au cours de la période révolutionnaire ouverte en 1789 surgirent débats et luttes sur diverses options sociales et politiques entre le cheminement des Sans-culottes vers une liberté généralisée et les aspirations de Loi et d'Ordre de la possédante bourgeoisie. L'exigence en actes du retour des Communaux aux assemblées villageoises, les méthodes d'action directe inaugurées par les Sans-culottes pour fixer aux denrées de première nécessité des prix interdits de dépassement, eurent tôt fait d'alerter une bourgeoisie qui voyait monter la menace contre ses sombres intérêts d'accaparement et de possession des richesses, impliquant pour elle l'obligation de maîtriser le gouvernement des populations économiquement dépossédées.

Parmi les personnages les mieux dotés pour détourner l'insurrection populaire au profit de la contre révolution bourgeoise, un certain Siéyès allait faire carrière., Abbé de son état et donc parfaitement formé à l'art de l'illusionnisme discursif

qu'est la rhétorique, laquelle sert surtout à faire passer les vessies pour des lanternes, il fut le champion du gouvernement représentatif, tel que nous le subissons encore, et qu'il distinguait sans équivoque de la démocratie, fermement rejetée notamment dans son discours du 7 septembre 1789 à l'Assemblée Nationale Constituante. Au nom de « l'unité de la Nation » il condamne toute idée de délégation sous mandat impératif, au profit d'une députation qui, par pure convention idéologique, est réputée représenter le fantasmagorique fourre tout qu'est « la Nation » et surtout pas de mandants directs de chair et d'os du député, qui se trouvent ainsi réduits à l'état de citoyens passifs, soumis à la souveraineté des « représentants de la Nation ». Dès 1789 l'abbé Siéyès décrit dans son célèbre discours un monde dont les fondements ressemblent déjà fort au nôtre. « Les peuples européens modernes ressemblent bien peu aux peuples anciens. Il ne s'agit parmi nous que de commerce, d'agriculture, de fabriques, etc. Le désir des richesses semble ne faire de tous les États de l'Europe que de vastes ateliers : on y songe bien plus à la consommation et à la production qu'au bonheur. Aussi les systèmes politiques aujourd'hui sont exclusivement fondés sur le travail ; les facultés productives de l'homme sont tout ; à peine sait-on mettre à profit les facultés morales qui pourraient cependant devenir la source la plus féconde des véritables jouissances. Nous sommes donc forcés de ne voir, dans la plus grande partie des hommes, que des machines de travail.[...] Nous voilà privés de la considération dans laquelle la bourgeoisie tient ceux qui la nourrissent. Un peu plus loin notre abbé- politicien se lance dans d'étourdissants tours de passe-passe oratoires pour produire une roublarde défense du système représentatif. « On a souvent observé dans cette Assemblée que les bailliages n'avaient pas le droit de donner des mandats impératifs ; c'est moins encore. Relativement à la loi, les Assemblées commettantes n'ont que le droit de commettre. Hors de là il ne peut y avoir entre les députés et les députants directs que des mémoires, des conseils, des instructions. Un député, avons-nous dit, est nommé par un bailliage au nom de la totalité des bailliages ; un député l'est de la nation

entière ; tous les citoyens sont ses commettants ; or, puisque dans une Assemblée bailliagère vous ne voudriez pas que celui qui vient d'être élu se chargea du vœu du petit nombre contre le vœu de la majorité, vous ne devez pas vouloir, à plus forte raison qu'un député de tous les citoyens du royaume écoute les vœux des seuls habitants d'un bailliage ou d'une municipalité, contre la volonté de la nation entière. Ainsi, il n'y a pas, il ne peut y avoir pour un député de mandat impératif, ou même de vœu positif, que le vœu national. Ce vœu, où peut-il être, où peut-on le reconnaître, si ce n'est dans l'Assemblée nationale elle-même ? Ce n'est pas en compulsant les cahiers particuliers, s'il y en a, qu'il découvrira le vœu de ses commettants[...]

La montée de l'abstentionnisme électoral n'a pas d'autre cause que l'usure de l'illusion « démocratique » produite par le système représentatif, dont la nature profondément abusive devient chaque jour plus évidente aux yeux d'un nombre grandissant de dupes dégrisées. Il n'y a rien qui puisse surprendre dans le fait de voir surgir les mêmes revendications qu'aux heures révolutionnaires de 1793, et bien d'autres plus tard ou encore avant. En dépit de contextes socio-économiques et techniques fort différents, à peu près rien en matière de rapports sociaux ne distingue l'Ancien régime de la République des élites. Tant que se maintiendra par la force brutale des armes de la police et de l'armée, une société déséquilibrée qui se caractérise par l'injustice, l'oppression et l'exploitation, le feu de la révolte continuera de couvrir entre les soulèvements populaires qui épisodiquement secouent le vieux monde de leurs aspirations à créer une société où liberté, égalité et fraternité soient enfin, tous les jours et pour tout le monde, des réalités palpables de la vie.

Michel Garonne

Les citations sont extraites du discours prononcé par Emmanuel-Joseph Siéyès le 7 septembre 1789 devant l'Assemblée nationale constituante, passé à la postérité sous l'intitulé de *Dire de l'abbé Siéyès sur la question du veto royal.*

LA RÉPRESSION AUSSI EST PLANÉTAIRE!

Ni paix ni justice nulle part au monde tant que les classes possédantes pourront impunément mener la guerre aux populations dépossédées! (Reçu de Barcelone et traduit ci-dessous du Catalan, un tract en défense de l'action directe et des occupations)

MAINTENANT, PLUS QUE JAMAIS OCCUPE, TOI AUSSI.

Contre la spéculation et la gentrification

L'okupation, pour l'autogestion de nos vies, de lieux abandonnés est depuis plus de deux décennies une réalité à Barcelone. C'est ainsi qu'il a été répondu à la nécessité d'espaces sociaux et au manque d'accessibilité au logement en ville. Dans l'année en cours, et comme d'autres fois, nous subissons une vague de répression contre nos projets. : Centres sociaux okupés comme « La Clandestina, la REA, l'Ateneu La Pua, Ca la Trava... Et des habitats comme « El Kubo, la Cantonada, Montmany 3... » ont été expulsés. « El Banc Expropiat, Kan Kolmo, L'Agora Juan Andrés, La Protestona, La Teixidora, Puntales, La Llamborda, Kasablanca »... sont sous menace d'expulsion.

Depuis 2015 il y a eu des modifications dans les lois de l'État espagnol : l'approbation de la loi « mordassa » (loi bâillon), les réformes du Code pénal, du Code juridique et du Code administratif. Ces réformes affectent directement ou indirectement l'okupation et la possibilité de te maintenir dans le lieu où tu vis et de te défendre. Par ailleurs les expulsions extra judiciaires se sont étendues avec le recours, de la part des propriétaires, à des entreprises employant des hommes de main – comme DESOKUPA - qui avec la complicité des forces de l'ordre – Mossos et Urbana - chassent des gens de leurs logis en usant d'intimidation. Devant ce panorama on ne peut faire fi d'un nouveau surgissement du fascisme, notamment dans les quartiers périphériques.

Nous avons vu comment s'intensifie la répression. Les effectifs policiers et leur arsenal ont crû, le contrôle social est chaque fois plus sophistiqué, les rues et les places publiques ont été prises par les forces armées en uniforme de la loi et l'ordre.

En dépit du laïus institutionnel de «la mairie du changement» il y a

toujours plus d'inégalités économiques et de pouvoir, et accéder au logement relève d'une véritable geste. Les quartiers sont remis aux mains de promoteurs immobiliers qui spéculent grâce au développement du tourisme et de la gentrification, tandis que les banquiers s'enrichissent et sont protégés par le pouvoir judiciaire.. Dans le même temps, cette municipalité a tenté d'assimiler quelques projets okupés en les cooptant, en les achetant, ce qui tend à affaiblir, en en prenant le contrôle, la capacité de riposte à la répression.

Le système continue à défendre les héritiers et à criminaliser les populations déshéritées. Pas seulement à Barcelone où la voracité de la métropole intensifie les processus. Nous avons connaissance de projets ruraux d'occupation dont l'objet est de reconstruire des villages abandonnés ou donner vie à de nouvelles terres où vivre de manière autogérée. De par leur seule existence de tels projets supposent une menace pour le modèle capitaliste et sont combattus depuis les instances judiciaires, policières et politiques – ce que mit en évidence la sentence qui frappa le village okupé de Fraguas.

Nous savons que telle est la structure actuelle et nous ne nous en sentons pas victimes parce que nous ne voulons pas déléguer notre vie en son sein. Nous avons foi dans le pouvoir qu'est le notre quand nous nous organisons contre et à la marge du capitalisme et des hiérarchies. Nous mettons toute notre confiance dans l'action directe et non pas dans l'action médiatisée par les politiciens professionnels. Ceux là font partie des élites qui monopolisent le rôle d'intermédiaires entre nos vies et nos besoins, dont ils ne se soucient pas plus qu'ils ne les connaissent.

L'okupation est un outil qui nous permet de nous auto organiser dans le but de résoudre nos problèmes collectives par l'usage de rapports horizontaux. Nous avons besoin de maison, nous la prenons; nous avons besoin d'un local pour des activités sociales, nous l'amé-

nageons ; nous avons besoin de savoirs, nous nous formons... L'okupation possède une force formidable: comme élément de transformation des relations sociales, comme espace d'intervention et de dynamisation politique locale et comme outil d'opposition aux processus spéculatifs... et à tout ce qui nous opprime. À Barcelone, parallèlement aux occupations il y a toujours eu des espaces légaux, ou plus stables que d'autres, avec qui partager des valeurs ou des pratiques, comme là où sont situées des éditions ou une radio, un espace de santé ou d'éducation, un atelier artisanal ou une coopérative.... De la même manière les Centres Sociaux Okupés de la ville sont des espaces où se sont tissées beaucoup d'autres luttes, comme la lutte ouvrière, le transfémisme, l'écologie, les luttes indigènes, celles des personnes emprisonnées...

Face à la répression judiciaire et policière, et à la manipulation médiatique, renforçons les alliances et les réseaux d'entraide basée sur la solidarité. Face aux expulsions nous sentons la nécessité de sortir dans la rue, de se rencontrer, d'exprimer la rage et de désigner les responsables. Affrontons les sociétés immobilières, les banques, les administrations et les propriétaires qui spéculent sur les habitations. Les maisons sont faites pour être habitées.

Rencontrons nous dans les rues!

@OKUPACIO
#MANIOKUPA

Les citoyens qui se nomment des représentants renoncent et doivent renoncer à faire eux-mêmes la loi; ils n'ont pas de volonté particulière à imposer. S'ils dictaient des volontés, la France ne serait plus cet État représentatif; ce serait un État démocratique. Le peuple, je le répète, dans un pays qui n'est pas une démocratie (et la France ne saurait l'être), le peuple ne peut parler, ne peut agir que par ses représentants.

Emmanuel-Joseph Siéyès
(Dire de l'abbé Siéyès...)

Traduit du Castillan, un communiqué reçu d'Argentine.

Ramon L. Falcon était le colonel qui commanda la féroce répression anti ouvrière en 1909. En novembre de la même année il fut abattu par un jeune ouvrier de 17 ans récemment immigré d'Ukraine, le compagnon Simon Radowitzky.

Voici un communiqué signé par des centaines d'organismes, personnes, organisations syndicales, politiques et de droits de l'homme, en argentine et ailleurs. Nous avons tenu à le diffuser pour être solidaires avec les compagnons et compagnes argentines qui subissent aussi un Macron, pardon, un Macri .

Contre la stigmatisation et la persécution envers celles et ceux qui luttent.

Devant l'escalade répressive et la criminalisation de la protestation sociale, les diverses organisations des droits de l'homme, sociales, féministes, politiques et syndicales condamnons énergiquement l'action de la police fédérale aux ordres de la Ministre Patricia Bulrich et du gouvernement de Macri.

Les dégradations du tombeau de Ramon L. Falcon, dans le cimetière de la Recoleta, ont servi de prétexte à une nouvelle campagne de stigmatisation et de criminalisation de la part du gouvernement, lancée plus précisément depuis hier envers l'anarchisme.

La campagne des médias et les déclarations de la Ministre de Sécurité suivies d'un déploiement policier comprenant arrestations arbitraires et perquisitions dans différents espaces culturels et sociaux, à la Bibliothèque et l'Athénée Anarchiste du barrio Constitucion, au Club social et sportif «La cultura del barrio» à Villa Crespo, ainsi que chez des particuliers, sont encore une démonstration de la politique répressive que ce gouvernement tente d'installer à force de violence et de famine pour notre peuple.

Il est primordial de signaler que ces faits ne sont pas isolés. Ils font partie intégrale d'une poli-

tique systématique de stigmatisation des secteurs populaires et des diverses organisations politiques et sociales, à la recherche de la construction d'ennemis intérieurs, comme cela a été le cas du dossier « RAM » pour mettre en place leur programme de mort et de saccage de notre territoire.

La construction d'un discours de haine envers toutes celles et tous ceux qui avons décidé de faire face et de mettre un frein à l'avancée néolibérale, les licenciements massifs et la précarisation de la vie, est une stratégie de plus pour criminaliser la contestation.

Mapuches, profs, chercheuses, médias alternatifs, mouvements de femmes et dissidences, anarchistes, migrantes, militantes syndicalistes, de gauche, ou étudiantes, ont été progressivement pris pour exemple de tout ce qui est «mauvais» et qui doit être supprimé ou réprimé.

Tout cela après le vote qui approuve le budget du FMI en essayant de créer un climat propice à la répression, à la veille du G20. Les secteurs populaires qui s'organisent contre la misère et le saccage, ne sont pas des terroristes.

Les diverses organisations des droits de l'homme, sociales et politiques qui signent ce communiqué, exprimons notre solidarité envers les espaces, groupes ou organisations qui sont en ce moment signalées et persécutées par ce gouvernement qui garde les seuls intérêts de quelques uns. Nous exigeons la libération des compagnons et compagnes détenues, et l'arrêt de la criminalisation et de la persécution.



Ni Mexico, ni Oaxaca ou Bogota. Un mur hispano, parisien du 19^e arrondissement, le long de la Petite ceinture.